

Le 12 janvier 2009

L'Honorable Jim Flaherty, membre du Conseil Privé, député
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa (ON) K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

En ce qui a trait à la préparation du budget de ce mois-ci, plusieurs décisions auront déjà été prises. Toutefois, nous espérons qu'il reste du temps pour considérer une question de grande importance pour le bien-être social et économique du pays.

Nous nous référons ici à l'éducation internationale, en particulier à la participation du Canada dans deux flux d'activité :

1. Attirer des étudiants internationaux sur nos rives – par de la promotion, des occasions de travail et des bourses;
2. Retenir les diplômés internationaux de nos institutions à titre de résidents permanents et immigrants.

Il est certain qu'il faut s'attaquer à la crise économique actuelle, mais les considérations à court terme et les solutions hâtives ne devraient pas distraire le gouvernement de l'azimut positif qu'il a déjà commencé à se fixer dans ces deux domaines.

Pourquoi?

- **Les étudiants internationaux représentent un bénéfice net – sur les plans social, académique, culturel et économique**

Ils attirent des milliards de dollars dans l'économie canadienne. Il n'existe pas de données récentes fiables – ce qui est certes une lacune sérieuse – mais même des estimations approximatives placent leurs répercussions à 5 G\$. La recherche montre qu'il existe un effet démultiplicateur dans la collectivité locale.

Le gouvernement a reconnu l'importance d'attirer des étudiants internationaux en supportant des améliorations aux programmes de permis de travail hors campus (PTHC), en finançant une importante initiative de marquage de l'éducation, en continuant à appuyer les bourses du Commonwealth et en créant les Bourses d'études supérieures du Canada Vanier. Nous applaudissons à toutes ces initiatives. Mais en même temps, il faut en faire plus.

Les étudiants internationaux continuent de rapporter des retards dans l'émission du renouvellement de leur permis d'étude et dans l'émission de permis de travail. Leur frustration diminue la qualité de leur expérience et en bout de ligne, lorsqu'ils racontent les problèmes rencontrés aux gens de chez eux, cette frustration mine l'augmentation réelle de l'attractivité de notre pays en tant que destination. Les ressources doivent être appliquées là où le besoin se fait sentir. Sinon, nous offrons des promesses vides ou à demi vides.

Nous comprenons toutefois que des sommes substantielles ont été consacrées au dossier de la promotion, ce qui résulte en une excellente marque, *Imagine Education au Canada*. Toutefois, ce financement doit être assuré et augmenté. Une marque n'est pas statique; elle doit changer avec le temps. Autrement, nos efforts pour concurrencer les autres principaux pays hôtes – qui investissent beaucoup plus et qui l'ont fait continuellement depuis plusieurs années – seront sérieusement diminués ou connaîtront tout simplement l'échec.

En ce moment, seulement le gouvernement, le Conseil des ministres de l'Éducation, le Canada et les ministres provinciaux de l'Éducation peuvent utiliser la marque. Le BCEI incite à un déploiement rapide de la marque pour utilisation dans les établissements et les associations. Le Canada a besoin depuis longtemps d'une marque d'éducation, et la marque actuelle et les produits marqués constituent un bon départ, mais on ne peut obtenir de visibilité que par les prestataires d'éducation et les associations qui les représentent, tel le BCEI.

Les bourses continuent d'être un investissement intelligent et devraient être vues comme complémentaires au marquage et à la promotion.

Au cours des deux dernières années, le gouvernement a manifesté sa compréhension de ce fait et son dévouement à la livraison de bourses.

Le Programme canadien de bourses du Commonwealth célèbre cette année son 50^e anniversaire. Ce plan, proposé par le Canada, a appuyé la mobilité de plus de 25 000 chefs de file provenant d'une foule de pays. Le Canada a donc à la fois investi dans ce plan et bénéficié de façon importante de sa participation. Le Canada a aussi coopéré avec une foule d'autres pays sous l'ombrelle des Bourses du Gouvernement du Canada (BGC). Ces trois dernières années, l'appui du Canada aux programmes d'étude et de recherche et aux bourses de recherche post-doctorale d'un an, pour les pays du Commonwealth et du BGC, a amené plus de 600 étudiants et chercheurs les plus talentueux au Canada.

La participation canadienne à ces grandes bourses internationales constitue une proposition gagnante pour le Canada de beaucoup de façons. Nous applaudissons le gouvernement d'avoir non seulement retenu ces programmes, mais d'approfondir son appui de façon stratégique – en permettant au Canada de retirer plus d'étudiants, de chercheurs et de boursiers de recherche post-doctorale – dont certains adopteront le Canada comme pays ou continueront à travailler avec le Canada dans l'avenir.

Notre participation également à de nombreux cas assure la réciprocité pour les étudiants canadiens qui cherchent une éducation internationalisée. Le gouvernement, en plus de renforcer les programmes du Commonwealth et du BGC, a créé les Bourses Vanier. À cet égard, nous sommes heureux que le gouvernement les ait ouvertes aux étudiants internationaux dans un souci d'équité par rapport aux étudiants canadiens.

Pour tous ces programmes, cependant, un effort soutenu est la clé pour obtenir une visibilité et un succès maximal. Un appui pluriannuel garanti est nécessaire, non pas des programmes à court terme de durée variable et renouvelables.

Recommandation un : Le BCEI presse le gouvernement de s'engager à appuyer de façon durable et à long terme les programmes du Commonwealth, des BGC, des Bourses Vanier et autres grands programmes, avec une durée de vie d'au moins 10 ans.

Recommandation deux : Le BCEI presse le gouvernement de fournir un appui soutenu à l'initiative de marquage et de fournir immédiatement des ressources pour lancer l'utilisation de la marque par les institutions et associations.

- **Les diplômés internationaux de nos établissements sont des immigrants de premier ordre**

Le rapport de recherche du BCEI souvent cité, *Étoiles du Nord: Diplômés étrangers des établissements d'enseignement canadiens et main d'œuvre nationale*, établit le lien entre les lacunes du marché du travail et les compétences qu'offrent ces diplômés. Il a suggéré des moyens d'améliorer notre performance dans la rétention de ces diplômés. Nous sommes heureux que ce gouvernement ait répondu de façon décisive et affirmative à nos recommandations, notamment par des améliorations au Programme de permis de travail post-diplôme (PTPD) et la mise en œuvre de la Catégorie de l'expérience canadienne.

Mais plus d'attention doit être portée aux incitatifs qui encourageront ces diplômés à demeurer ici. Cela comprend de la recherche sur leurs besoins, telle que la cueillette de données sur des demandes de PTPD en comparaison avec les demandeurs potentiels. Notre rapport appelait incessamment à un programme de sensibilisation des employeurs au PTPD, qui ne s'est pas matérialisé encore.

Récemment, le BCEI a tenté de trouver du financement pour notre rapport de recherche essentiel intitulé *Le Canada au premier rang : l'Enquête sur les étudiants étrangers*. Depuis 1988, le BCEI mène ces sondages à intervalles irréguliers – actuellement, tous les cinq ans – pour prendre le pouls des étudiants internationaux, de leur expérience, de leurs attitudes, de leurs niveaux de satisfaction. Nous avons le plaisir de pouvoir habituellement obtenir du financement de plusieurs ministères, mais nous sommes frustrés de ce que la recherche dans ce domaine est vue comme une priorité relativement faible et qu'il n'existe aucun lieu central de financement. Cette approche que nous avons d'entreprendre à la pièce signifie qu'une somme considérable d'énergie est dépensée sur les démarrages plutôt que sur l'approfondissement de notre activité de recherche.

Recommandation trois : Le BCEI presse le gouvernement d'identifier comme priorité la cueillette et l'évaluation de données sur la performance du Canada en éducation internationale.

Recommandation quatre : Nous pressons le gouvernement de désigner le BCEI pour livrer un rapport annuel sur la performance du Canada dans l'ensemble de l'éducation internationale, avec le financement d'un seul ministère. Le rapport devra couvrir les étudiants internationaux au Canada et dans d'autres domaines de l'éducation internationale, dans lesquels le Canada pourrait être un plus gros joueur, mais où, en fait, il perd du terrain : l'exportation de services d'éducation, les campus outremer, la participation au développement international lié à l'éducation et ainsi de suite.

Le plan et les initiatives *Avantage Canada* ont déjà mis le Canada sur une nouvelle piste rafraîchissante en éducation internationale. Il est impératif que cette initiative ne soit pas reléguée aux oubliettes pendant la tourmente actuelle, comme étant une « babiole ». En fait, les services d'éducation sont de plus en plus essentiels pour la prospérité économique, en ce qu'ils préparent nos propres étudiants à soutenir la concurrence internationale et attirent de nouveaux immigrants potentiels, tout en augmentant notre portefeuille de services à l'exportation.

En dépit de la situation économique, qui servira à certains de prétexte pour faire valoir une réduction des dépenses en éducation internationale, nous pressons le gouvernement de garder le cap et en fait d'élargir ses engagements. L'éducation, pour nos propres étudiants et pour ceux de l'étranger, est une composante vitale de l'économie future du Canada.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre Flaherty, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le président-directeur général,

Jim Fox